

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES OCÉANS

Merci beaucoup, Monsieur le Président,

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernements,

Mesdames et Messieurs les Ministres et délégués,

Je voulais, Monsieur le Président, être à vos côtés aujourd'hui comme vous aviez, avec beaucoup d'amitié et d'enthousiasme que nous vous connaissons, été à mes côtés il y a quelques mois à Brest. Parlant avec ardeur de l'océan, de notre attachement commun. Et je voulais être là devant vous aujourd'hui en effet pour continuer, dans un contexte que nous connaissons tous, à avancer sur cet agenda.

En effet, malgré les graves troubles du monde géopolitique, malgré la guerre qui revient sur le sol européen - j'étais il y a quelques instants avec beaucoup de nos collègues à Madrid pour un sommet de l'OTAN - les Nations Unies ont fort à faire, mais nous ne devons pas détourner notre mission collective quant à l'Agenda du développement durable au service des hommes, des femmes, de la Terre, de la mer. Et cette ambition commune est si importante à nos yeux que nous avons choisi, en 2015, d'en faire le quatorzième objectif de développement durable. Nous sommes déjà au milieu de l'année 2022, et l'horizon 2030 que nous nous étions alors fixés est déjà en vue, si proche. C'est face à cette urgence que nous avons organisé, je l'évoquais en février dernier à Brest, un *One Planet Summit* dédié à l'océan, réunissant tous ceux qui veulent agir. Ceux qui veulent agir, ce sont les chefs d'Etat et de Gouvernement, mais aussi toutes celles et ceux dont nous avons absolument besoin si nous voulons réussir ce pari du quatorzième objectif de développement durable : les scientifiques, la société civile, les philanthropes, les chefs d'entreprise, tant et tant d'organisations non gouvernementales.

Nous nous sommes tous mobilisés et depuis Brest, avec des engagements et des avancées très concrètes, chacun à notre niveau. Trente-cinq acteurs, dont dix-huit ports internationaux, se sont engagés à décarboner le transport maritime d'ici 2028. 500 acteurs ont rejoint l'engagement mondial pour lutter contre la pollution plastique. Quelques mois après ces annonces, les résultats sont présents. Il y a trois jours à Marseille, treize armateurs ont été certifiés du label *Green Marine Europe*, soit plus de 320 navires, ils sont les moteurs de la révolution du transport maritime. Avec à chaque fois une exigence commune, des résultats clairs, précis, démontrables. Des projets concrets comme, par exemple, pour préserver ces écosystèmes exceptionnels que sont les mangroves, les posidonies, les récifs coralliens, aujourd'hui menacés mais sources d'espoir, car nous le savons tous ici : c'est en protégeant le carbone bleu que nous agissons pour notre biodiversité et notre climat. Et nous savons que,

45 par ces objectifs de protection de notre biodiversité marine, nous réconcilions la protection
46 des océans, la lutte contre le dérèglement climatique, la capture du carbone.

47 Ces espaces représentent moins de 1 % de la surface totale des océans et pourtant, grâce à
48 leur capacité de séquestration du carbone, ils sont les garants de notre survie. Je souhaite
49 que les premiers projets de restauration de notre patrimoine marin, à financer en priorité,
50 puissent être identifiés d'ici la COP 27. C'est la bonne méthode : fixer un cap, des règles qui
51 nous engagent collectivement au plus haut de nos états, et pouvoir avancer de manière
52 mesurable. Ainsi, des travaux pour un traité juridiquement contraignant contre la pollution
53 plastique ont pu, dès après Brest, être lancés à Nairobi, dans la foulée de notre sommet. Nous
54 nous sommes donnés deux ans pour y arriver. C'est l'engagement de Nairobi. Et sans attendre,
55 nous allons continuer d'avancer avec tous ceux qui ont des projets pour supprimer les
56 plastiques à usage unique, investir dans le recyclage, nettoyer nos plages, supprimer les
57 décharges. Vous le savez, nous avons pris, au niveau français et européen, des engagements
58 clairs et les travaux ont commencé.

59 C'est cette dynamique qui voit se mobiliser les États en Europe, mais aussi en Atlantique, dans
60 le Pacifique, contre le fléau de la pêche illicite. Nous en avons parlé il y a plusieurs mois, et
61 nous avons franchi une étape importante, collectivement, avec l'adoption du premier accord
62 contraignant à l'Organisation mondiale du commerce, plus tôt ce mois-ci, contre les
63 subventions à la pêche illicite et en haute mer. Nous allons continuer, nous l'avons fait sur le
64 financement. Les opérations que nous avons annoncé à Brest ont aussi commencé, et je veux
65 remercier les marines qui, à nos côtés se sont engagées : la vôtre, Président, nos amis
66 espagnols, nos amis italiens entre autres, car je sais que plusieurs États ici présents, en
67 particulier dans le Golfe de Guinée, attendent que nous intensifiions les opérations de lutte
68 contre ces pêches illicites. C'est aussi pour cela que nous voulons aboutir à ce Traité sur la
69 haute mer, c'est-à-dire fixer un cadre dans ces espaces de liberté aujourd'hui menacés par la
70 surpêche et par les pollutions. De ce texte, nous discutons depuis sept ans. Il est donc
71 désormais temps d'aboutir vite. La coalition, lancée avec l'Union Européenne lors du sommet
72 de Brest, regroupe à présent quarante-sept membres déterminés à agir vite et bien pour
73 créer ces nouvelles règles dans les eaux internationales. Nous savons l'importance des
74 négociations qui se tiendront au milieu de l'été à New York et nous serons tous mobilisés à
75 cet égard. C'est aussi pour cela que ce sommet de Lisbonne est si important pour remobiliser
76 la collectivité, la communauté internationale dans cet objectif.

77 Au-delà des eaux internationales, nous devons aussi nous doter d'une ambition collective,
78 État par État, pour notre biodiversité. Nous avons désormais une date butoir pour la COP15,
79 qui se tiendra au mois de décembre, et nous irons à Montréal, portés par l'élan de cette
80 alliance verte et bleue, la Coalition pour la haute ambition. Cette coalition, nous l'avons
81 lancée avec le Costa Rica. Elle rassemble désormais 102 membres. Elle doit nous permettre,
82 là aussi, de porter des résultats concrets d'ici à la fin de l'année, et donc au mois de décembre
83 de cette année à Montréal pour cette COP15. Ensemble, nous défendrons le principe d'un
84 cadre qui nous permettra de protéger au moins 30 % des terres et des mers de la planète
85 d'ici 2030. Vous le voyez, c'est un cadre concret d'actions systématiques que nous sommes
86 en train de bâtir. Et notre mobilisation ne doit pas fléchir un seul instant. Hier, l'Europe a fait
87 un énorme pas en avant pour le climat, avec la mise en œuvre de ses objectifs climatiques

88 pour 2030 et 2050. L'Europe a su prendre des décisions historiques et passer les textes qui
89 étaient attendus.

90 Parce que le GIEC nous a rappelé au printemps dernier qu'il fallait changer d'échelle dans les
91 politiques climatiques, nous le faisons : décarbonation du transport aérien et maritime,
92 développement des voitures zéro émissions, renforcement du marché du carbone,
93 accompagnement pour les ménages, lutte contre la déforestation importée. Nous sommes
94 en train de finaliser quatorze lois climat qui permettront de tenir nos engagements. Ce que
95 nous faisons à terre, c'est-à-dire respecter nos objectifs, l'Accord de Paris, lutter contre le
96 réchauffement, le maintenir, nous devons le faire aussi pour l'avenir de nos océans.

97 Et donc ce que nous sommes en train d'enclencher et l'importance de ce sommet ici des
98 Nations unies et de votre conférence, cher Président et chers tous, c'est bien de faire le point
99 sur les avancées concrètes des derniers mois grâce à notre mobilisation, mais de pouvoir
100 scander l'agenda des prochaines semaines et des prochains mois, et de tous nous dire que
101 notre engagement doit être total et collectif. Tous ensemble, nous devons nous fixer, comme
102 lors des Accords de Paris en 2015, des objectifs ambitieux pour la biodiversité et
103 singulièrement pour les océans. Nous avons commencé, c'est ce travail qu'on doit parachever
104 entre le mois d'août et le mois de décembre par les rendez-vous que je viens de rappeler, et
105 surtout sur lequel nous devons, dans les années qui viennent, rassembler la communauté
106 internationale.

107 C'est à cette fin, et en concluant mon propos, que je veux présenter aujourd'hui, devant vous,
108 la candidature de la France pour accueillir aux côtés du Costa Rica, en 2025, une nouvelle
109 conférence des Nations unies sur les océans. Utilisons ce cap pour guider notre action
110 collective et entraîner dans le sillage de notre détermination tous les acteurs dont l'océan a
111 besoin.

112 Je vous remercie.

113